

# REVUE DE PRESSE

service communication



## Paris-Normandie

Publié le 24/01/25

### AGENDA

---

#### Le Petit-Quevilly

##### **Café lecture**

Vous aimez la lecture. Ramenez deux ou trois livres pour en discuter autour d'un café, un thé et des petits gâteaux. Ces livres seront ensuite identifiés par un logo dans les rayonnages et sur le site de la médiathèque pour conseiller le lecteur. À 16 h à la médiathèque François-Truffaut. Infos : 02 35 72 58 00.

##### **Spectacle : Natchav (seniors)**

Spectacle « Natchav » au Théâtre de la Foudre à 14 h 30. Tarif : 5 € (chèque à l'ordre du CDN). Inscription : 02 32 81 50 87.

### DEMAIN

#### Le Petit-Quevilly

##### **Nuits de la lecture**

Nuit de la lecture à 17 h à la médiathèque François-Truffaut. À partir de 7 ans. Gratuit sur réservation : 02 35 72 58 00.

##### **Spectacle : Natchav**

À 16 h au théâtre de la Foudre. Tout public à partir de 8 ans. Cie Les Ombres portées. Spectacle adapté aux personnes en situation de handicap auditif. Tarifs, réservation : 02 35 70 22 82.

## Qualité de l'eau du robinet dans la Métropole de Rouen : l'UFC-Que Choisir tire la sonnette d'alarme

L'UFC Que-choisir a réalisé une étude au niveau national sur la qualité de l'eau du robinet dans plusieurs villes et métropoles de France, dont Rouen (Seine-Maritime).



L'UFC Que-Choisir a fait analyser l'eau potable à deux points de captage de l'agglomération de Rouen (Seine-Maritime). (©Illustration/Adobe Stock)

Par [Fabien Massin](#) Publié le 23 janv. 2025 à 16h49

Doit-on avoir peur de consommer de l'eau du robinet dans la [Métropole de Rouen](#) (Seine-Maritime). Afin d'en avoir le cœur net, l'association [UFC Que-Choisir](#), avec Générations Futures, a réalisé une vaste étude dans 30 points de captage d'eau en France, dont deux dans l'agglomération rouennaise (qui en compte 11 au total).

Il en ressort qu'à l'instar de toutes les autres grandes villes et métropoles sondées, la présence de **PFAS (pour substances per- et polyfluoroalkylées)**, communément qualifiés de « **polluants éternels** », a été détectée.

### Des taux actuellement conformes, mais....

L'UFC Que-Choisir a fait analyser par un laboratoire indépendant les eaux une fois traitées, **celles que le consommateur boit chez lui**. Les deux points de captage choisis sont ceux de Sotteville-lès-Rouen, qui alimente les communes de Sotteville, [Petit-Quevilly](#) et Saint-Étienne-du-Rouvray, et le captage de Rouen centre.

**Ces deux points ont été choisis à dessein** : le premier se trouve en aval d'une ancienne zone de production chimique et le second traite une eau — [à l'usine de la Jatte](#) — qui traverse des zones agricoles cultivées, donc potentiellement polluées.

À Sotteville, **la présence d'une dizaine de PFAS a été détectée**, à des taux ne dépassant pas 21 ng/l pour le plus important, et une teneur de **TFA** (acide trifluoroacétique, issu de la dégradation des pesticides, actuellement non surveillé par les autorités) de 110 ng/l. Tandis qu'à Rouen centre, deux PFAS ont été détectés, à des taux similaires, ainsi qu'une teneur de TFA de 250 ng/l.

« Si l'on prend la norme qu'appliquera la France à partir de 2026 (100 ng/l maximum pour 20 PFAS), les prélèvements de Rouen-centre et Sotteville-les-Rouen **devraient être considérés comme conformes**, note Alain Rouziès, vice-président de l'antenne UFC Que-Choisir de Rouen. Mais cette valeur de 100 ng/l ne se base sur aucune donnée toxicologique : c'est simplement le niveau de détection alors possible compte tenu des méthodes d'analyse d'il y a plusieurs décennies. »

En clair, cette norme, avant même d'être appliquée, est déjà complètement obsolète et ne permet pas de garantir l'innocuité des eaux testées.

### **UFC Que-Choisir de Rouen**

Par ailleurs, **des pays comme le Danemark ou la Suède vont bientôt appliquer des taux** qui placeraient l'agglo de Rouen dans le rouge s'ils étaient en vigueur ici.

### **Une présence « alarmante »**

En conséquence, l'association estime que la présence de ces « produits très persistants, difficiles à détruire », est « **alarmante** ». Et elle demande que des mesures concrètes soient prises afin de remédier à la situation : « **Intégrer la recherche du TFA au plan de contrôle officiel** et adopter des normes plus protectrice sur la présence des PFAS dans l'eau du robinet, en se basant sur des données toxicologiques récentes ; **interdiction de production et de distribution** de tout pesticide considéré comme PFAS. »

Quant à la raison de la présence de ces polluants éternels, l'UFC Que Choisir se limite à esquisser des hypothèses : « Nous ne sommes pas en mesure d'apporter des réponses, explique Alain Rouziès. Mais nous pouvons nous poser des questions ? Est-ce des traces de l'incendie de [Lubrizol](#), des fumées et des produits antifeu ? Quel rôle joue la présence de **l'usine BASF à Saint-Aubin-lès-Elbeuf**, grosse productrice de TFA, dans la pollution de la Seine, et donc sur l'ensemble du territoire ? »

Autant de question à propos desquelles l'association entend bien poursuivre son rôle de « lanceur d'alerte ».

## Paris-Normandie

### Autour de Rouen, découvrez commune par commune tous les travaux de voirie prévus en 2025

Nouvelles pistes cyclables, remplacement de l'éclairage public, réfection de chaussées, création de ronds-points... Retrouvez commune par commune tous les travaux de voirie programmés en dehors de Rouen par la Métropole Rouen Normandie en 2025. Ou directement en téléchargeant notre carte.



Découvrez quels travaux de voirie sont programmés cette année dans votre commune par la Métropole Rouen Normandie - Photo d'archives Paris Normandie

*Par Christophe Hubard*

Publié: 23 Janvier 2025 à 18h00

La rédaction de Paris Normandie passe en revue tous les travaux de voirie programmés, en dehors de Rouen, par la Métropole Rouen Normandie en 2025. Les chantiers listés ci-dessous doivent débuter cette année, mais certains pourront être amenés à patienter jusqu'au début 2026, tandis que dans certains cas, il peut s'agir uniquement d'études. Au total, plus de 67 millions d'euros sont investis.

#### Plateau nord

##### Mont-Saint-Aignan

- Rues Pays-de-Caux, Gerson, Kennedy : création d'une piste cyclable et d'un trottoir dissocié (1 100 000€, études + travaux).
- Place Colbert : études pour [la requalification complète de la place](#) (210 000€).

##### Isneauville

- Route de Neufchâtel : financement d'études pour la requalification entre le collège Aubrac et la route de Dieppe, intégration d'une piste cyclable et sécurisation des carrefours (250 000€).
- Parking salle polyvalente et rue de la Ronce : requalification du parking, renaturation, sécurisation de la sortie rue de la Ronce et mise en accessibilité des trottoirs rue de la Ronce dans l'emprise du projet (350 000€).

##### Bihorel

- Rue de Verdun : effacement des réseaux aériens et renouvellement de l'éclairage public en led (600 000€).

### **Houpeville**

- Au croisement RD 3 et RD 90 : création d'un giratoire (500 000€).

### **Vallée du Cailly**

### **Maromme**

- Rues des Belges et Duflo : création d'une piste cyclable après assainissement (1 800 000€).
- Rue Garstedt : études pour la création d'une piste cyclable (120 000€).
- Rue du 8-Mai : requalification avec enfouissement des réseaux, piste cyclable, après assainissement eau potable (1 800 000€).

### **Rive gauche**

### **Sotteville-lès-Rouen**

- Rue Raspail : travaux de réfection de l'espace public, apaisement de la circulation + aménagement d'une piste cyclable (1 000 000€).
- Rue Gadeau-de-Kerville : travaux de réfection de l'espace public, création d'espaces de convivialité, apaisement de la circulation à proximité de l'école (800 000€).

### **Oissel**

- Avenue Saint-Julien : travaux de réfection de l'espace public, aménagement d'une piste cyclable (600 000€) + effacement des réseaux (câbles aériens) et renouvellement de l'éclairage public en led (282 000€).

### **Saint-Étienne-du-Rouvray**

- [Place de l'Église : travaux de réfection de l'espace public](#), réorganisation du stationnement, désimperméabilisation des sols et augmentation de la canopée (930 000€).

### **Le Grand-Quevilly**

- Rue Briand : requalification de l'espace public, création piste cyclable (760 000€) + enfouissement des réseaux aériens, renouvellement éclairage public (600 000€). Début des travaux en juillet pour 15 mois.
- Avenue Lavoisier : requalification de l'espace public, création piste cyclable... Début des travaux le 3 février pour 7 mois (100 000€).

### **Le Petit-Quevilly**

- Rue Jean-Renoir : effacement des réseaux aériens et renouvellement de l'éclairage public en led (192 000€).

### **Grand-Couronne**

- Rue des Essarts : réfection de l'espace public, création d'une piste cyclable, travaux partie basse mi-2025 (600 000€, études + travaux).
- Rue du Général-Leclerc : création d'une liaison cyclable (750 000€, études).

### **La Bouille**

- Parc urbain : [création d'un parc urbain](#) sur l'actuel terrain de foot, création d'une piste cyclable (Seine à vélo). Début des travaux en septembre pour 8 mois (1 400 000€, études + travaux).

### **Plateau est**

### **Bonsecours**

- Rues du Bois Bagnères, Gustave-Flaubert, Pierre-Corneille : effacement des réseaux aériens et renouvellement de l'éclairage public en led (220 000€).

### **Belbeuf**

- RD 207 : sécurisation, zone apaisée, création voie verte, renaturation (450 000€).

### **Franqueville-Saint-Pierre**

- Rues Maréchal-Leclerc, Gabriel Crochet, Pierre-Curie : requalification de façade à façade de l'espace public, création piste cyclable bidirectionnelle (1 600 000€).
- Rue du Général-de-Gaulle : effacement des réseaux aériens et renouvellement de l'éclairage public en led (350 000€).

### **Franqueville-Saint-Pierre / Saint-Aubin-Celloville**

- RD 95 : maîtrise d'œuvre pour la création d'un réseau cyclable sur les communes et redressement de la RD 95 + création d'un giratoire avec la RD 91a (108 000€).

### **Bonsecours / Le Mesnil-Esnard / Franqueville-Saint-Pierre**

- Route de Paris : maîtrise d'œuvre pour la requalification de l'espace public, création piste cyclable, stationnement, renaturation, éclairage public, mise en conformité des quais de bus, places de livraisons, eau et assainissement (630 000€).

### **Saint-Jacques-sur-Darnétal**

- Entre le centre-bourg et le collège : études pour la création d'une voie verte, acquisitions foncières en cours (1 900 000€).

### **Boos**

- Route de Paris : travaux de requalification de l'axe avec intégration d'une piste cyclable. Renaturation dans le cadre de la requalification de la place par la commune (1 250 000€).
- Route de Paris : effacement des réseaux aériens et renouvellement de l'éclairage public en led (300 000€).
- Place centrale : requalification de la place centrale (1 300 000€).

### **Saint-Léger-du-Bourg-Denis**

- RD 42, Route de Lyons-la-Forêt : maîtrise d'œuvre pour la requalification de l'axe avec intégration d'une piste cyclable, effacement des réseaux aériens, renouvellement des réseaux eau et assainissement (250 000€).

### **Ymare / Quévreville la Poterie**

- RD 13 : création d'un giratoire devant Thalès, d'un réseau cyclable, d'arrêts Filo'r, mise en sécurité de la traversée de la RD 13 et reprise de la voirie de ce giratoire au giratoire RD 6015 (2 400 000€).

### **Darnétal / Saint-Martin-du-Vivier**

- RD 47 : création d'une voie verte, itinéraire cyclable, renaturation, reprise de la voirie et création aménagements de sécurité (1 300 000€).

### **Boucle d'Elbeuf**

#### **Saint-Pierre-lès-Elbeuf**

- Parvis de la mairie et école Monod Camus : réfection de l'espace public entre la rue des Lilas et la rue aux Saulniers, aménagement d'un parvis pour l'école, apaisement de la circulation. Début des travaux mars/avril pour 8 mois (750 000€, études + travaux).
- Rue de l'Europe : création d'une piste cyclable entre la rue du Maréchal-Leclerc et la rue Griollet (marché de travaux en cours de rédaction). Pour le tronçon Maréchal-Leclerc et rue aux Saulniers, travaux cet été pour 2 mois (325 000€).
- Route de Louviers : requalification de la route et sécurisation de l'axe (3 500 000€).
- La Mare Assé : création d'une piste cyclable entre la Seine et la forêt de Bord. Travaux entre la RD 921 et la rue de la Villette en 2025 (1 400 000€).

### **Elbeuf**

- [Quartier République](#) : réfection de l'espace public (place République, rue des Echelettes, rue du Marché et rue Proudhon). Début des travaux mi-mai pour 12 mois (1 632 000€).
- Place Aristide Briand : réfection de l'espace public. Début des travaux cet été pour 4 mois (760 000€, études + travaux).
- Rue des Martyrs : rédaction du programme de maîtrise d'œuvre en mai 2025 (6 000 000€, études).

### **Saint-Aubin-lès-Elbeuf/Cléon**

- Parc des Brûlins : réaménagement du parc et création de vestiaires rugby (810 000€, études + travaux).

### **Tourville-la-Rivière**

- Route aux Anes : requalification de l'espace public, création piste cyclable. Début des travaux en toute fin d'année pour 7 mois (850 000€).

### **Boucles de Seine**

#### **Hénouville**

- RD 67 : création d'une voie verte entre le hameau de l'Ourail et Hénouville (500 000€).

#### **Hautot-sur-Seine**

- Place Poullard : réaménagement du parking existant avec espaces détente et stationnement + renaturation (600 000€).

#### **Le Mesnil-sous-Jumièges**

- [Route des fruits](#) : travaux pour régénération de la RD 65 avec éléments de sécurité (1 800 000€).

#### **Saint-Pierre-de-Varengeville**

- Centre-bourg : requalification de l'espace public, éclairage, mobilier et sécurité sur les voies (2 200 000€).

## Paris-Normandie

### Football - National : QRM s'attaque à un énorme défi face à Dijon, voici en quoi il consiste

Même s'il a trouvé une certaine constance sur le plan offensif depuis que Tshipamba et Fortuné sont associés devant, QRM va devoir trouver la clé ce vendredi 24 janvier 2025 pour faire trembler les filets du DFCO, qui n'a pris qu'un seul but à domicile cette saison, en août dernier.



Yassin Fortuné (à gauche) et Isaac Tshipamba ont appris à jouer ensemble à force d'être titularisés cote à cote dans le onze de départ de QRM - Photo Boris Maslard

*Par Victorien Lenud*

Publié: 24 Janvier 2025 à 07h00

C'est un but d'un autre temps. Une anomalie, qui permet toutefois de mieux prendre la mesure de la performance réalisée par le DFCO à domicile depuis le début de la saison et de la complexité de la tâche qui attend les joueurs de QRM ce vendredi 24 janvier 2025.

Depuis le 16 août dernier, et la réalisation inscrite par le Burgien Labissière au stade Gaston-Gérard lors de la première journée, [les Dijonnais n'ont plus encaissé le moindre but à domicile](#), malgré les visites de Paris 13 Atletico, Aubagne, Nîmes, Rouen, Versailles, Sochaux et Châteauroux (7 matches : 5 victoires et 2 nuls). Une impressionnante solidité que les Quevillais tenteront de mettre à mal à l'occasion de cette 17e journée de National. *« Ils ont eu un peu de réussite lors de la dernière rencontre chez eux avec le penalty raté par Châteauroux, souligne d'abord David Carré. Mais c'est effectivement une équipe qui défend bien. Je pense que leur première qualité, c'est d'aller chercher haut l'adversaire, de le priver de verticalité. On a ciblé quelques axes d'attaque que je ne veux pas dévoiler. En tout cas, on a l'ambition de faire plier cette défense, tout en respectant beaucoup le travail de qualité réalisé par Dijon. »*

### Tshipamba - Fortuné, un duo complémentaire

Pour cela, l'entraîneur normand devrait une nouvelle fois s'appuyer sur son binôme Tshipamba - Y. Fortuné sur le front de l'attaque. Un duo qui a débuté les cinq dernières rencontres (championnat et Coupe de France) et qui a contribué à redonner des couleurs au club normand, avec l'aide du métronome Dali-Amar, même s'il est resté muet dimanche [lors de la défaite contre Villefranche](#). *« Ils arrivent particulièrement bien à se trouver depuis quelques matches, se réjouit le technicien quevillais. L'idée, c'est de ne pas être trop lisible auprès de l'adversaire et Yassin, il a cette qualité là, c'est un garçon qui arrive à fuir les duels avec ses déplacements. Il montre des choses bien plus importantes qu'en début de saison,*

*sachant qu'Isaac, lui, a progressé dos au jeu, il est moins passif et a franchi un cap techniquement. »*

Une osmose qui est même perceptible depuis la ligne défensive. « *Ils sont de plus en plus connectés, je sais que moi, par exemple, j'ai plus de facilité à les trouver, explique Yanis Dede-Lhomme. On commence vraiment à avoir de bon automatismes, eux aussi. Ils sont en confiance, même si ça a un peu moins bien fonctionné lors du dernier match. »* Ce qui fait regretter à David Carré que les solutions alternatives (Adekalom, Jarju) aient eu du mal à s'illustrer quand une chance leur a été donnée : « *je suis un petit peu insatisfait de ce que les entrants font depuis le début de l'année, ce n'est pas à l'image de ce qui avait été fait fin 2024. J'aurais préféré avoir plus d'incertitudes dans mon choix pour composer mon attaque au prochain match. »* D'autant plus qu'Adekalom, malade, manquera le déplacement Côte-d'Or.

Paris-Normandie

Publié le 24/01/2025

## SAMEDI À ROUEN

### Séance ciné à la piscine

Mater un film les pieds dans l'eau : c'est le concept du ciné-piscine qui revient samedi pour de nouvelles séances de courts-métrages sur le thème de l'eau, à regarder en immersion totale au milieu des bassins intérieurs de la piscine Guy Boissière. Deux programmes constitués par le Courtivore : dans le petit bassin, de 6 à 10 ans, pour une durée de 45 minutes et dans le grand bassin, à partir de 16 ans, pour une durée de 90 minutes, avec en avant-première la projection du court métrage « Kefta » réalisé par Marion Chaillou et filmé à la piscine Diderot. Samedi 25 janvier à la piscine Guy Boissière : 18h30 pour le jeune public (6-10 ans) ; 20h30 pour les adultes (dès 16 ans). Tarif : prix d'une entrée piscine. Inscription obligatoire sur [Rouen.fr](http://Rouen.fr) ou au 02 35 08 88 89.



## Paris-Normandie

### Mise en cause pour des problèmes d'hygiène et de sécurité, une crèche en liquidation près de Rouen

Après sa fermeture administrative pour défaut d'hygiène et de sécurité, la crèche Baby & Cie, à Bois-Guillaume, ne rouvrira pas ses portes. Le tribunal de commerce a prononcé la liquidation judiciaire.



La crèche n'aura tenu que deux ans - PN

*Par la rédaction*

Publié: 24 Janvier 2025 à 07h03

Le tribunal de commerce de Rouen a prononcé, 14 janvier 2025, la liquidation judiciaire de la [crèche Baby & Cie](#), à [Bois-Guillaume](#), dans le technoparc des Boquets.

Située allée Paul Langevin, la structure avait fait l'objet d'une fermeture administrative, le 28 novembre 2024, ordonnée par le Département de Seine-Maritime.

Des contrôles effectués à plusieurs reprises par les services de la PMI (protection maternelle infantile) avaient relevé des problèmes de manque d'hygiène et de sécurité. Des parents avaient signalé depuis l'été plusieurs [dysfonctionnements](#).

#### Redressement impossible

Ouverte depuis novembre 2022, la structure inclusive pouvait accueillir jusqu'à 28 enfants, avec des horaires atypiques. Elle n'aura donc fonctionné que deux ans.

La société Baby & Cie avait été placée en redressement judiciaire le 26 novembre 2024. Faute de trésorerie la crèche n'était plus en mesure de régler les salaires de ses employés. Tout redressement étant manifestement impossible, le tribunal a prononcé la liquidation.

## Paris-Normandie

### Le choc Covid encore visible sur le système de santé français

Publié le 24/01/25



Si les cliniques privées ont retrouvé un niveau d'activité pré-Covid en 2022, la situation n'est pas complètement rétablie à l'hôpital public. Archives AFP

Le 24 janvier 2020, trois premiers malades du Covid-19 sont déclarés en France. Cinq ans après, le choc de l'épidémie se fait encore sentir sur le système de santé français, profondément ébranlé.

À l'hôpital, si la pandémie a rempli les salles de réanimation, elle a aussi vidé les autres services, avec une baisse d'activité des hôpitaux de 6,7 % en 2020 en volume qui a mis beaucoup de temps à être rattrapée.

Si les cliniques privées ont retrouvé un niveau d'activité pré-Covid en 2022, la situation n'est pas complètement rétablie à l'hôpital public. En 2023, la fédération des hôpitaux publics (FHF) observe encore un sous-recours aux soins en chirurgie digestive (-11 %), cardiologie (-13 %), soins liés au système nerveux (-11 %) et greffes (-7,5 %) par rapport au niveau attendu.

« On a fermé des blocs opératoires pendant le Covid parce qu'il n'y avait plus d'activité. Et au moment de la reprise, qui s'est faite progressivement, on n'a pas tout rouvert », explique le docteur Marc Noizet, président du syndicat de médecins urgentistes Samu Urgences de France.

Derrière cette lente remise en route se cache notamment une crise des ressources humaines sans précédent.

#### Dépenses non financées

La pandémie a « révélé » le manque de moyens à l'hôpital et donné aux soignants « l'espoir d'un vrai changement », se souvient Thierry Amouroux, porte-parole du SNPI (syndicat d'infirmières hospitalières, CFE-CGC). « Mais quand, lors du déconfinement, les petits gestionnaires sont revenus reprendre leurs plans d'économie là où ils en étaient avant, ça a été d'une violence terrible. Il y a eu un divorce avec les blouses blanches » et des « démissions », pointe-t-il.

En 2022, la FHF décomptait près de 6 % de postes d'infirmières vacants, soit 15 000, du jamais vu. La situation s'est un peu détendue depuis, avec un taux redescendu à 3 % en 2023.

Mais pour Thierry Amouroux, ces chiffres sous-estiment la réalité. D'après un calcul du syndicat à partir des bilans sociaux des établissements (incluant les arrêts maladie non remplacés, burn-out...), 60 000 postes d'infirmières restent aujourd'hui vacants dans les hôpitaux publics et privés.

Après la crise, « des piliers de service sont partis, ceux qui assuraient le tutorat des jeunes... Parce qu'ils ont perdu espoir », soupire-t-il.

Sur le plan financier, l'hémorragie de soignants a obligé le gouvernement à desserrer un peu le robinet des rémunérations, pour les retenir. En 2020, le « Ségur de la santé » a revalorisé les salaires des soignants et prévu des investissements à l'hôpital. Une dépense supplémentaire pour l'Assurance maladie, estimée à 13,2 milliards d'euros en 2023, selon la commission des comptes de la Sécu.

Mais pour beaucoup d'experts, ces dépenses ne sont pas financées, expliquant une large part du déficit actuel de l'Assurance maladie. « Pour l'essentiel, ces dépenses pérennes n'ont pas été couvertes par l'affectation de ressources supplémentaires », constatait sobrement le rapport annuel de la commission des comptes de la Sécu, en octobre.

### **Retour des corporatismes**

Les professions paramédicales, pharmaciens et infirmières en tête, regrettent de leur côté que les promesses de transformation et décloisonnement du système de santé faites au cœur de la crise, quand tous les bras étaient réquisitionnés pour dépister, vacciner, soigner, ne se soient pas toutes matérialisées.

Les infirmières, fortement mises à contribution et applaudies tous les soirs aux balcons comme tous les soignants pendant le confinement, souffrent toujours quatre ans après d'un « manque de reconnaissance », estime la présidente de l'Ordre des infirmiers, Sylvaine Mazière-Tauran. Les mesures visant à leur donner plus d'autonomie sont prises au compte-goutte (possibilité de faire des certificats de décès, accès direct à certaines infirmières de pratique avancée...), mais la réforme globale de la profession infirmière, promise par les ministres de la Santé successifs, se fait attendre.

Pour Gérard Raymond, président de la fédération d'associations de patients France Assos Santé, le monde de la santé est revenu « trop vite à ses anciens corporatismes ». « Au moment du Covid, infirmiers, médecins, pharmaciens, médecins, ont su collaborer, se coordonner, mettre en place des consultations à distance... Ils ont montré que c'était possible. Mais aujourd'hui, le partage des compétences ne va pas assez loin, pas du tout assez vite », regrette-t-il.

## Le Monde

### Le repas à 1 euro pour tous les étudiants adopté à l'Assemblée nationale

La proposition de loi socialiste, rejetée à une voix près en février 2023, a été adoptée par une large majorité de députés le 23 janvier, malgré l'opposition du gouvernement.

Par [Soazig Le Nevé](#)

Publié aujourd'hui à 05h00



Une étudiante prend un déjeuner au restaurant universitaire de Corte, en Corse, le 9 septembre 2022. PASCAL POCHARD-CASABIANCA / AFP

La députée socialiste Fatiha Keloua Hachi (Seine-Saint-Denis) en avait fait son « *combat* » depuis deux ans : jeudi 23 janvier, après quatre heures de débats dans l'Hémicycle, sa proposition de loi visant à élargir l'accès au repas à 1 euro à l'ensemble des étudiants a été largement adoptée par 149 voix contre 5. Cette même proposition de loi, soutenue par la gauche et le RN, [avait été rejetée à une voix près le 9 février 2023](#).

A nouveau, les députés issus de la gauche, du RN et du groupe centriste LIOT ont voté pour tandis que la majorité macroniste s'est abstenue – à deux exceptions près qui ont voté contre, les trois autres votes défavorables émanant du groupe Horizons.

A partir de la rentrée 2020, dans le contexte de la crise sanitaire, les étudiants touchant une bourse sur critères sociaux avaient bénéficié de ce tarif de 1 euro, puis, entre janvier et août 2021, son accès avait été élargi à l'ensemble des étudiants. Depuis, seuls les boursiers et les étudiants justifiant d'une situation de précarité particulière peuvent y prétendre. Ce tarif représente moins du tiers du prix versé par les autres étudiants dans les sites de restauration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous), qui s'élève à 3,30 euros.

#### Un coût annuel de 90 millions d'euros

Sur l'année universitaire 2023-2024, quelque 500 000 étudiants ont bénéficié des repas à 1 euro (sur près de 3 millions d'étudiants en France), soit un boursier sur deux, a indiqué Philippe Baptiste, le ministre de l'enseignement supérieur. Un total de 43 millions de repas ont été servis par les Crous, parmi lesquels 24 millions de repas à 1 euro, un nombre en augmentation de 23,4 % (+ 4,5 millions de repas) par rapport à l'année précédente.

« *La dégradation de la situation des étudiants, dont plus d'un tiers déclare sauter des repas par manque d'argent, invite plus que jamais à adopter ce texte afin de soulager rapidement la précarité alimentaire étudiante* », a fait valoir M<sup>me</sup> Keloua Hachi, qui évalue à 90 millions d'euros par an le coût de la mesure.

La députée inclut dans cette somme quelque 30 millions d'euros dévolus aux Crous pour qu'ils puissent « *s'adapter* » avec des extensions ou des constructions de nouveaux restaurants mais aussi l'embauche de nouveaux agents. La proposition de loi prévoit que la charge pour l'État soit compensée par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs.

Dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la loi, le gouvernement devra remettre au Parlement un rapport sur la fréquentation des sites de restauration, en précisant les profils socio-économiques des usagers et en évaluant les conséquences, pour les finances publiques, de la généralisation du repas à 1 euro.

### « Une perte de recettes considérable »

En désaccord avec la proposition de loi, le ministre de l'enseignement supérieur a déploré « *une fragilisation des Crous* » due à « *une perte de recettes considérable* ». « *Je crois en la justice d'un système où chacun contribue en fonction de ses moyens* », a-t-il affirmé, regrettant qu'on puisse « *jouer la solidarité au bénéfice des plus favorisés* ». Philippe Baptiste a affiché sa volonté de développer l'offre de places dans les restaurants universitaires ainsi que la communication envers les étudiants qui ne déclarent pas leur situation de précarité alors qu'ils pourraient bénéficier du repas à 1 euro.

« *Vous avez donné accès au repas à 1 euro pour les riches et je le regrette* », a lancé Laurent Croizier, député du Doubs (Les Démocrates), qui défendait un principe de « *tarification sociale progressive* » étalant la gamme des prix de 80 centimes à plus de cinq euros. « *Nous défendons la justice sociale et je regrette que nous n'ayons pas pu nous retrouver sur ce point. Marquer le montant d'un repas dans la loi, c'est finalement avoir très peu d'ambition* », a-t-il estimé.

En votant pour ce texte, le Rassemblement national a affiché sa volonté de « *ne pas être sectaire* », malgré le rejet de tous ses amendements, dont l'un visait à exclure les étudiants extra-communautaires du tarif à 1 euro. « *Nous sommes capables de dépasser les clivages quand il s'agit d'améliorer la vie des étudiants* », a déclaré Bruno Clavet (Pas-de-Calais).

### « Files d'attente »

Dès l'adoption de la mesure en commission des affaires culturelles et de l'éducation sous la forme [d'un amendement au projet de loi de finances 2025](#), le 30 octobre 2024, la présidente du Crous avait émis des réserves. « *En l'état de nos moyens, la mesure ferait porter une pression très forte sur notre structure* », avait souligné Bénédicte Durand. Si l'intention est vertueuse, « *le risque déceptif* » est élevé, ajoutait-elle, avec la multiplication « *de files d'attente d'une heure voire une heure et demie* » et des restaurants qui ne seraient « *pas en capacité de produire et de servir suffisamment de repas* ».

Dans un contexte de réduction budgétaire massive, le financement du repas à 1 euro pour tous demeure une inconnue. Lundi 20 janvier, à la faveur d'un amendement de dernière minute du gouvernement dans le cadre du projet de loi de finance 2025, la majorité sénatoriale de droite et du centre a adopté 630 millions d'économies sur les crédits de l'enseignement supérieur et de la recherche. Parmi ces crédits annulés, figure une ligne de 8,3 millions d'euros sur la « vie étudiante », le programme dont dépend le financement des Crous.

## Le Monde

### Climat : est-ce que le monde consomme moins d'essence grâce aux voitures électriques ?

Le développement récent de la voiture électrique commence à limiter (un peu) la consommation de pétrole

Par [Nabil Wakim](#)

Publié aujourd'hui à 06h00



En 2023, 14 millions de voitures électriques neuves ont été vendues dans le monde, dont 10 millions en Chine - ici une usine dans la banlieue de Pékin. CHINA DAILY / REUTERS

#### La question de la semaine

*« Je vois bien qu'il y a une volonté de développer l'électrique à toute vitesse, mais est-ce que ça marche vraiment pour faire baisser les énergies fossiles, autrement dit, est-ce qu'on consomme moins d'essence avec le développement des véhicules électriques ? Je suis un peu sceptique. »* Question posée par Florent à l'adresse [chaleurhumaine@lemonde.fr](mailto:chaleurhumaine@lemonde.fr).

**Ma réponse :** Oui, un petit peu. Les ventes de voitures de voitures électriques commencent à avoir un impact, timide, sur la consommation mondiale de pétrole, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE) – ce qui a donc un impact en termes d'émissions de gaz à effet de serre. Cet impact sera réellement significatif dans cinq ans, en 2030. ([Vous pouvez retrouver ici les chiffres détaillés de l'AIE.](#))

#### 1/Est-ce qu'on vend de plus en plus de voitures électriques ?

Oui. Environ 20 % des voitures neuves vendues en 2023 dans le monde sont des électriques, soit 14 millions – dont 10 millions en Chine. Si on les ajoute aux voitures qui circulent déjà, on arrive à un total de 40 millions d'électriques en circulation. C'est une très forte progression, qui devrait se poursuivre, selon l'AIE : en 2030, la moitié des voitures neuves vendues dans le monde devraient être électriques. Mais c'est une petite goutte d'eau si on les compare au nombre de véhicules thermiques en circulation qui, eux, utilisent de l'essence, beaucoup d'essence : environ 1,5 milliard de voitures, qui vont encore circuler pendant de nombreuses années.

Ce qui fait la différence (sans surprise) : le prix. Quand les électriques commencent à être un peu moins chères, il s'en vend plus, et cela repose souvent sur des primes ou des

subventions à l'achat. ([Vous pouvez cliquer ici pour comprendre pourquoi les voitures électriques sont souvent plus chères que les thermiques.](#))

## 2/Est-ce que ça a un impact sur le climat ?

Un petit peu ! Pour avoir un ordre de grandeur : le monde consomme un peu plus 100 millions de barils de pétrole chaque jour. En 2023, l'impact des véhicules électriques sur la consommation mondiale de pétrole a été d'environ 1 million de barils par jour en moins – c'est pas mal mais il faut bien reconnaître que ce n'est pas suffisant. Selon les calculs de l'AIE, les choses devraient s'accélérer dans les prochaines années : en 2030, les voitures électriques pourraient grignoter 6 millions de barils de pétrole par jour, et 12 millions en 2035 – surtout si la Chine et l'Europe poursuivent leurs politiques de soutien au développement de l'électrique. A partir de cette date, cela poserait même une limite à la consommation globale de pétrole en Chine, qui commencerait à diminuer. Ce serait une étape majeure pour le climat.

La voiture électrique a donc un rôle à jouer dans la baisse des émissions de gaz à effet de serre, mais, comme le rappellent les scientifiques, elle ne peut pas y arriver toute seule. Le vélo, la marche, le développement des transports publics, le covoiturage ont aussi leur place, et c'est la combinaison de tous ces moyens qui fera baisser les émissions. C'est ce qu'expliquait bien [le chercheur Aurélien Bigo dans cet épisode de « Chaleur humaine »](#).

Et si vous vous demandez si la voiture électrique est bonne ou pas pour le climat, [vous pouvez lire cette ancienne infolettre de « Chaleur humaine » sur le sujet.](#)

### Un peu de chaleur humaine en plus

**Sur ma table de nuit (1).** Une nouvelle édition de *La Consommation engagée* (Presses de Sciences Po), de la sociologue Sophie Dubuission-Quellier, qui raconte pourquoi nos achats, même bien intentionnés, ne peuvent pas tout changer. [Elle en avait parlé dans cet épisode de « Chaleur humaine »](#).

**Sur ma table de nuit (2).** La bande dessinée *Ginseng Roots* (Casterman), de Craig Thompson, ne parle pas de changement climatique mais de travaux agricoles et de mondialisation à travers l'incroyable histoire de la racine de Ginseng. Une enquête personnelle que j'ai trouvée passionnante, qui nous emmène du Wyoming à la Corée du Sud. [Vous pouvez lire ici un portrait de l'auteur.](#)

**Sur mon écran (1).** Les dix destinations de vacances sans avion sélectionnées par mes collègues du *Monde*. De York aux routes du Limousin en passant par les Hautes-Alpes, une foule d'idées géniales pour découvrir le monde qui nous entoure. [C'est à retrouver ici.](#)

**Sur mon écran (2).** Comment bien traduire les mots du climat ? C'est le défi, lors des négociations internationales, des traductrices et des traducteurs qui s'arrachent les cheveux parce qu'« énergie », ça ne veut pas trop dire la même chose en français, en hindi et en mandarin. [A lire sur le site de la BBC \(en anglais\).](#)